

LES UNIVERSITÉS SOUS INFLUENCE

**Comment l'industrie du tabac infiltre
les institutions académiques suisses**

DÉCRYPTAGE

FÉVRIER 2026



Une enquête systématique réalisée par OxySuisse a permis de documenter les relations étroites qu'une partie des institutions universitaires entretient avec l'industrie du tabac. Ces collaborations permettent à l'industrie du tabac d'être associée à des acteurs scientifiques reconnus et de donner une apparence de légitimité scientifique pour, en fin de compte, influencer la législation à son avantage et ainsi accroître ses profits.

SOMMAIRE

UNE RELATION DE LONGUE DATE	3
MÉTHODES	4
RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE	5
UN GRAVE DÉFICIT DE TRANSPARENCE	7
COLLABORER AVEC UNE INDUSTRIE MORTIFÈRE	9
RECOMMANDATIONS	11
CONCLUSIONS	12
COMMENT AGIR	13

POINTS CLÉS

- 16 institutions sur 31 ont entretenu des collaborations avec l'industrie du tabac entre 2019 et 2025.
- 29 collaborations entre les institutions universitaires suisses et l'industrie du tabac ont été identifiées.
- Les institutions du domaine des écoles polytechniques fédérales (EPF) sont les plus concernées avec 11 collaborations, suivies des universités cantonales (10) et des hautes écoles spécialisées (7). Une seule collaboration concerne les hôpitaux universitaires.
- 23 collaborations sur 29 sont le fait de Philip Morris.
- 4 institutions ont refusé de fournir les contrats relatifs à ces collaborations, contrevenant à la loi sur la transparence.

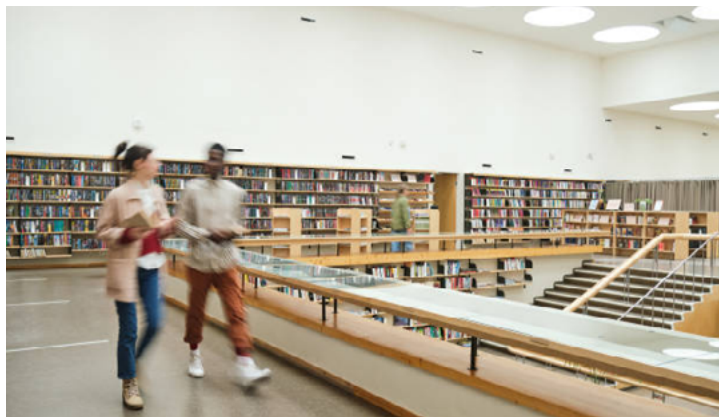


UNE **RELATION** DE LONGUE DATE

L'industrie du tabac possède une longue histoire d'ingérence dans la recherche scientifique, par la manipulation, la désinformation et la mise en cause d'études indépendantes, dans le but de défendre ses intérêts commerciaux. En Suisse, des cas emblématiques illustrent ces pratiques, notamment [l'affaire Rylander](#) à l'Université de Genève, où un professeur a collaboré secrètement avec Philip Morris durant plus de trente ans pour minimiser les risques du tabagisme passif^{1,2}, et [l'étude controversée de l'Université de Zurich](#) sur le paquet neutre financée par la même entreprise³. 🇨🇭 Le pays se classe d'ailleurs 99^e sur 100 dans l'Indice mondial d'ingérence du lobby du tabac 2025⁴, révélant une forte vulnérabilité à l'influence de cette industrie.

Afin d'évaluer la nature et l'ampleur des liens entre l'industrie du tabac et le monde académique suisse, nous avons mené une enquête systématique auprès des établissements universitaires du pays.


🔍 L'indice mondial d'ingérence du lobby du tabac est publié par le « Global Centre for Good Governance in Tobacco Control » (GGTC) et repose sur 20 indicateurs conformes aux lignes directrices de l'article 5.3 de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Il mesure les efforts déployés par les gouvernements pour lutter contre l'influence de l'industrie du tabac. L'évaluation est basée sur un système de points. Plus le score est élevé, plus le pays est mal classé et plus l'influence de l'industrie est grande.



MÉTHODES

Collecte des données : Les contrats relatifs à des collaborations avec l'industrie du tabac ont été demandés en vertu des [lois](#) sur la transparence. Entre juin 2024 et février 2025, l'association a envoyé des demandes par courrier électronique ou postal afin d'obtenir l'accès à tous les contrats, y compris les annexes, conclus depuis juin 2019 entre l'institution et l'industrie du tabac ou de la nicotine (notamment Philip Morris, British American Tobacco et Japan Tobacco International) ou leurs organismes représentatifs, y compris les accords relatifs au financement et à d'autres activités de collaboration. Nous avons choisi juin 2019 comme date de début afin de couvrir une période de cinq ans (étant donné que les premières demandes ont été soumises en juin 2024), garantissant ainsi un délai à la fois suffisamment long et récent. La demande de documents a été complétée par des recherches approfondies sur les sites web des universités et des fabricants de tabac, ainsi que sur des plateformes en ligne telles que LinkedIn, Google Scholar, PubMed et Google.

Analyse des données : Les données ont fait l'objet d'une analyse thématique et ont été systématiquement compilées et organisées en fonction du type de collaboration, du domaine d'activité, de la présence ou de l'absence d'échanges financiers et du fait que les collaborations aient donné lieu ou non à des publications. L'analyse ne s'est pas concentrée sur la validité scientifique ou la qualité des résultats des recherches menées en collaboration avec l'industrie du tabac. Nous avons également examiné les collaborations afin d'identifier les aspects susceptibles de soulever des préoccupations en matière de transparence, de clauses de confidentialité, de conflits d'intérêts potentiels ou d'orientation thématique des travaux. En outre, la question de la transparence a été prise en compte, notamment pour déterminer si les institutions fournissaient des informations détaillées et des pièces justificatives en réponse aux demandes. Cette dimension, combinée au fait que l'institution collabore ou non avec l'industrie du tabac, a permis d'établir un classement mettant en évidence les différences de degré d'ouverture entre les institutions.

 Nous avons obtenu les contrats et les documents pertinents en vertu de la législation sur la transparence :
– au niveau fédéral, la loi fédérale sur le principe de la transparence dans l'administration (LTrans), qui s'applique en particulier aux institutions du domaine des EPF ;
– au niveau cantonal, les différentes lois cantonales sur la transparence, qui s'appliquent aux universités et aux hautes écoles spécialisées en fonction de leur spécialisation.

31

établissements universitaires suisses ont été inclus au total dans l'enquête

6

instituts du domaine des EPF*

10

universités cantonales (UNI)

10

hautes écoles spécialisées (HES)

5

hôpitaux universitaires (HUS)

* Le domaine des EPF (Écoles polytechniques fédérales) comprend les écoles polytechniques fédérales de Lausanne (EPFL) et de Zurich (ETH Zurich), ainsi que quatre établissements de recherche : l'Institut Paul Scherrer (PSI), l'Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage (WSL), le Laboratoire fédéral d'essai des matériaux et de recherche (Empa) et l'Institut fédéral pour l'aménagement, l'épuration et la protection des eaux (Eawag).

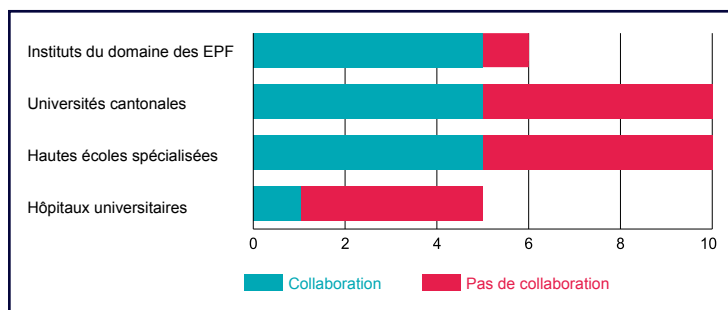


RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

Sur 31 établissements d'enseignement supérieur inclus dans notre enquête (6 écoles fédérales, 10 universités cantonales, 10 hautes écoles spécialisées, et 5 hôpitaux universitaires), 16 ont entretenu des partenariats avec l'industrie du tabac entre 2019 et 2025, avec un total de 29 collaborations identifiées.

Les hautes écoles fédérales sont les plus concernées (11 collaborations), suivies des universités (10 collaborations) et des hautes écoles spécialisées (7 collaborations). Une seule collaboration concerne les hôpitaux universitaires [👉 Figure 1](#).

👉 Figure 1 – Nombre d'établissements universitaires ayant des collaborations avec l'industrie du tabac, par type d'établissement



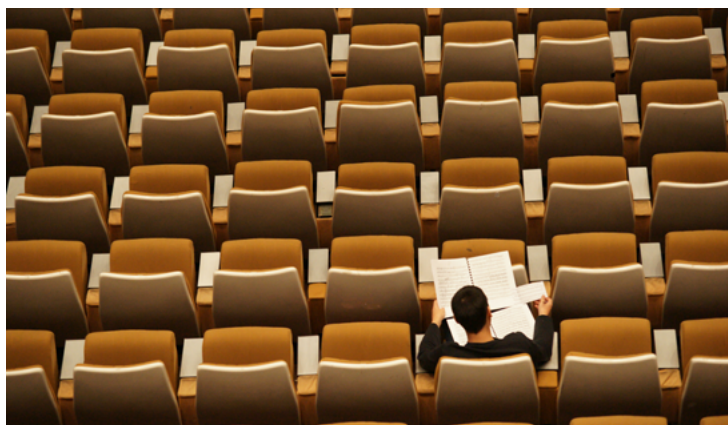
Ces collaborations prennent des formes variées : recherches et publications conjointes, employés des entreprises de tabac enseignant dans des universités, chercheurs universitaires effectuant des mandats pour l'industrie, ateliers financés par l'industrie, co-supervision de thèses, participation à des projets communs, etc.

S'agissant des thématiques abordées, la majorité des collaborations portent sur le tabac et la nicotine (14 collaborations). Viennent ensuite les questions liées à l'entrepreneuriat (6 collaborations),



à la santé (4 collaborations) et aux plantes (4 collaborations). Une collaboration concerne le domaine de la toxicologie, sans que des informations supplémentaires n'aient été fournies.

Nos recherches sur le web ont mis en évidence plusieurs collaborations ou liens avec l'industrie du tabac non mentionnés par les institutions universitaires elles-mêmes. Cela suggère que les cas identifiés ne représentent probablement qu'une partie de l'ensemble des collaborations existantes. Reste alors une question ouverte : combien de liens demeurent encore inconnus à ce jour ?



UN GRAVE DÉFICIT DE **TRANSPARENCE**


Bien que la majorité des institutions interrogées se soient conformées aux exigences de transparence prévues par les législations cantonales et fédérale, certaines se sont fermement opposées à la transmission des documents demandés.

Sur les 31 institutions interrogées :

→ **Une** a refusé de nous répondre concernant ses liens avec l'industrie du tabac :


– Fachhochschule Nordwestschweiz (FHNW)

→ **Quatre autres** ont répondu mais ont refusé de fournir les documents demandés :

–  Deux établissements de la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO) ;

– Scuola universitaria professionale della Svizzera italiana (SUPSI) ;

– Université de Lucerne (UniLU).


 L'HEPIA (Haute école du paysage, d'ingénierie et d'architecture de Genève) et l'EHL (Ecole hôtelière de Genève)


Confrontée à ces refus, OxySuisse a engagé quatre actions en justice pour obtenir l'accès aux documents concernés (contre l'HEPIA et l'EHL, faisant partie de la HES-SO, la FHNW et la SUPSI). À ce stade, toutes les décisions ont été rendues en faveur d'OxySuisse, dont une définitive (HEPIA). Trois affaires sont encore en cours (FHNW, SUPSI et EHL).

En refusant de se conformer aux règles de transparence, ces institutions choisissent de protéger les intérêts privés d'une industrie aux pratiques contraires à l'intérêt général et à la santé publique, au détriment de leur mission en tant qu'institutions publiques.



LE CAS DE LA FHNW : UN MANQUE FLAGRANT DE TRANSPARENCE

La FHNW a refusé de donner suite à notre demande et n'a communiqué aucune information concernant ses collaborations avec l'industrie du tabac. Nos recherches ont toutefois permis d'identifier deux collaborations concrètes entre la FHNW et Philip Morris. Malgré plusieurs sollicitations, la FHNW a maintenu son refus, invoquant la confidentialité, l'existence d'intérêts privés prépondérants et le fait que ces contrats relèveraient du droit privé et ne seraient donc pas soumis à la loi sur la transparence. Cette interprétation a été contestée par la préposée à la transparence du canton d'Argovie. Celle-ci a estimé que le principe de transparence s'appliquait à ces contrats et que la FHNW n'avait pas démontré de manière convaincante l'existence de motifs valables justifiant leur non-divulgaration. Malgré cela, la FHNW, par la voix de son président, a confirmé son refus. OxySuisse a dès lors saisi la commission des plaintes de la FHNW, qui, à ce jour, a rendu un avis favorable à notre association. Dans sa décision, la commission des plaintes a rejeté l'argument de la FHNW selon lequel ces contrats étaient régis par le droit privé, se contentant d'observer que  « la loi sur l'information du public, la protection des données et les archives [...] s'applique à tous les organes publics »⁵. Elle demande à l'école de se conformer à la loi sur la transparence et de formuler une nouvelle décision. Après avoir consulté l'entreprise concernée, l'école a rendu une nouvelle décision maintenant son refus de communiquer toute information et de transmettre les documents.

 Citation en langue originale :
"Das Gesetz über die
Information der Öffentlichkeit,
den Datenschutz und das
Archivwesen [...] gilt für alle
öffentlichen Organe."



COLLABORER AVEC UNE INDUSTRIE MORTIFÈRE

Pourquoi collaborer avec l'industrie du tabac est-il problématique ? Ceux qui affirment que l'industrie du tabac aurait changé, qu'elle chercherait désormais à protéger la santé des fumeurs en développant des produits moins nocifs, relaient, volontairement ou non, sa propagande. L'industrie du tabac ne peut en aucun cas être considérée comme une industrie « ordinaire ». Son produit phare, la cigarette, tue en moyenne un consommateur régulier sur deux⁶ et est responsable de la mort de 9'500 personnes chaque année en Suisse⁷. **Malgré ses campagnes de communication dans lesquelles elle prétend renoncer aux cigarettes, elle continue d'en vendre des quantités astronomiques, en particulier dans les pays à faibles revenus.** Ainsi, Philip Morris a enregistré en 2024 une hausse de 3,7% des ventes de sa principale marque de cigarettes, Marlboro⁸.

L'histoire de l'industrie du tabac est marquée par des décennies de manipulation scientifique, de dissimulation des risques liés à ses produits et de lobbying agressif contre les politiques de santé publique⁹. Pour une institution universitaire, collaborer avec cette industrie représente un risque majeur pour l'intégrité scientifique, la liberté académique, la transparence de la recherche et sa réputation.

Même si certaines de ces collaborations ne traitent pas directement du tabac ou de la nicotine et peuvent donc paraître anodines, l'industrie du tabac en tire une légitimité scientifique qui lui sert à améliorer son image, ternie par des décennies de fraude et de manipulation¹⁰.



LE CAS DE L'UNIVERSITÉ DE LUCERNE : UNE ÉTUDE CYNIQUE ET OPAQUE

En 2020, Christoph Schaltegger, professeur d'économie à l'Université de Lucerne, a réalisé une étude¹¹ commandée par Swiss Cigarette, l'association faitière représentant les trois multinationales du tabac actives en Suisse : British American Tobacco, Japan Tobacco International et Philip Morris. Selon cette étude, le tabagisme produirait un bénéfice économique net pour la société suisse. Cette conclusion s'appuie notamment sur le fait que le décès prématuré des fumeurs réduirait les dépenses de l'assurance-vieillesse et survivants (AVS), en écourtant la durée de versement des rentes. L'étude n'a fait l'objet d'aucune évaluation par des pairs et n'a pas été publiée dans une revue scientifique. Malgré cela, ses résultats ont été rendus publics quelques semaines avant la votation de 2022 sur l'initiative populaire « Enfants sans tabac ». Ce cas soulève d'importantes questions éthiques et scientifiques, en particulier en ce qui concerne l'indépendance de la recherche académique et l'utilisation de travaux universitaires à des fins politiques.



RECOMMANDATIONS

Pour répondre à ces préoccupations, le rapport formule plusieurs recommandations clé :

- Les établissements universitaires devraient respecter strictement **les lois sur la transparence** et divulguer intégralement leurs collaborations avec toute entité commerciale, conformément aux recommandations de la Fédération européenne des académies des sciences (ALLEA)¹².
- Les institutions universitaires suisses devraient lancer un débat sur les collaborations avec l'industrie du tabac et adopter **un code de conduite** fondé sur l'éthique, la responsabilité environnementale, l'intégrité scientifique et la santé publique.
- Les responsables de l'intégrité scientifique et les organismes chargés de l'intégrité devraient être systématiquement formés sur **les stratégies d'influence** de l'industrie du tabac et les risques que celles-ci représentent pour l'indépendance, la crédibilité et la transparence de la recherche.
- Les institutions universitaires suisses devraient systématiquement intégrer **un module dédié** aux tactiques de l'industrie du tabac et aux déterminants commerciaux de la santé dans les programmes de formation pertinents.
- Les comités d'éthique devraient recevoir des informations et **une formation ciblées** sur les risques spécifiques liés à la collaboration avec l'industrie du tabac.
- La Suisse devrait encourager un **débat public** ouvert et éclairé sur les risques liés à la marchandisation croissante de la recherche universitaire.

Parallèlement à cette publication, OxySuisse met également en place un système sécurisé d'alerte, visant à renforcer la transparence et à encourager les membres du monde universitaire à signaler les violations de l'intégrité scientifique commises par l'industrie du tabac en Suisse.



CONCLUSION

Ce rapport met en évidence l'influence profondément enracinée de l'industrie du tabac au sein du monde universitaire suisse et les risques que ces collaborations font peser sur l'éthique, la transparence et la réputation des institutions académiques. Il appelle à une approche globale pour préserver l'intégrité de la recherche scientifique et défendre la mission de service public des universités suisses.




COMMENT AGIR...

En tant que **professionnel** de la prévention

- Contactez les institutions et les responsables politiques concernés dans votre canton pour leur faire part de vos préoccupations concernant les collaborations avec l'industrie du tabac.
- Exigez des mesures concrètes : transparence totale et fin de toute coopération avec l'industrie du tabac.
- Utilisez les faits sur l'ingérence de l'industrie du tabac et l'impact de l'épidémie de tabagisme pour étayer vos arguments et les partager au sein de votre réseau.

En tant qu'**employé** ou **étudiant** dans une université

- Plaidez en interne (comités, direction, représentants étudiants) en faveur de règles claires en matière de coopération et de conflits d'intérêts.
- Lancez une déclaration collective ou une pétition à l'intention de la direction de l'université.
- Si vous avez connaissance de liens entre votre université et l'industrie du tabac, nous vous invitons à nous transmettre ces informations via  nos canaux de contact, de manière sécurisée et confidentielle.

 transparencyandtruth.ch/ressource/canaux-de-contact-securises/

En tant que **citoyen**

- Exigez des explications et de la transparence de la part des institutions concernées.
- Contactez les représentants politiques et exigez des règles plus strictes pour ce type de collaborations.
- Soutenez les organisations de la société civile et partagez des informations fiables sur l'industrie du tabac avec le public.



RÉFÉRENCES

- 1 OxySuisse. L'affaire Rylander : un professeur de l'Université de Genève à la solde de Philip Morris. Accessed on: 18.12.2025. Available from: <https://oxysuisse.ch/laffaire-rylander-le-chercheur-cache-de-philip-morris/>.
- 2 Pécelet J-C. Un professeur genevois accusé d'avoir été à la solde de Philip Morris. Le Temps. 2001. Available from: <https://www.letemps.ch/societe/un-professeur-genevois-accuse-davoir-solde-philip-morris?srsltid=AfmBOo-peE9cQXC7-QmuizZb-rAestjsbKNqW7d2stTbvApMc4ufDk2tU>.
- 3 Transparency and Truth. The University of Zurich – Philip Morris case. Accessed on: 18.12.2025. Available from: <https://transparencyandtruth.ch/en/ressource/the-university-of-zurich-philip-morris-case/>.
- 4 Association suisse pour la prévention du tabagisme. Global Tobacco Industry Interference Index. Accessed on: 18.12.2025. Available from: <https://www.at-schweiz.ch/en/advocacy/tobacco-industry/global-tobacco-industry-interference-index/>.
- 5 FHNW BFN. Entscheid vom 13. August 2025. BK FHNW Nr. 24.016 (2025). Available from: <https://transparencyandtruth.ch/files/docs/20250813-UNIT-FHNW-Beschwerdekommision-Entscheid.pdf>.
- 6 World Health Organization. Tobacco - Key Facts. 2025. Accessed on: 15 August 2025. Available from: <https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/tobacco>.
- 7 Office fédéral de la santé publique OFSP. Le tabac provoque 9500 décès par an. Accessed on: 23 August 2025. Available from: <https://www.bag.admin.ch/fr/le-tabac-provoque-9500-deces-par-an>.
- 8 Philip Morris International Inc. Annual Report Pursuant to Section 13 or 15(d) of the Securities Exchange Act of 1934 for the fiscal year ended December 31, 2024. Form 10-K. Securities and Exchange Commission; 2025 25 February 2025. Available from: <https://www.sec.gov/ix?doc=/Archives/edgar/data/1413329/000141332925000013/pm-20241231.htm>.
- 9 World Health Organisation. Tobacco industry tactics. Accessed on: 18.12.2025. Available from: https://www.emro.who.int/stop_tobacco_industry/tobacco_industry_tactics.html.
- 10 Proctor RN, Girel M. Golden Holocaust-La conspiration des industriels du tabac: Des Equateurs; 2014.
- 11 Schaltegger CA, Eugster P. Die externen Kosten des Tabakkonsums in der Schweiz: Eine Schätzung für das Jahr 2015. Luzern: Universität Luzern; 2020. p. 28. <https://transparencyandtruth.ch/files/docs/20250515-UNIT-UNILU-Article-Schaltegger-and-Eugster-Dies-externen-Kosten-des-Tabakkonsums-in-der-Schweiz.pdf>
- 12 ALLEA - All European Academies. Ethical Problems for Research Institutions Collaborating with Commercial Entities. Berlin: ALLEA - All European Academies; 2025 February 2025. Available from: <https://allea.org/wp-content/uploads/2025/02/ALLEA-Statement-on-Ethical-Problems-in-Research-Collaborations-with-Commercial-Entities.pdf>.



IMPRESSUM

Ce décryptage se base sur le rapport «Swiss universities: low-hanging fruit for the tobacco industry? Investigation of the relationships between academic institutions and the tobacco industry in Switzerland», rédigé par Michela Canevascini, Pascal Diethelm et Sophie Lonchamp, OxySuisse.

Pour lire le rapport complet, rendez-vous sur:

transparencyandtruth.ch/ressource/industrie-tabac-universites-suisse/

Rédaction et relecture

Sophie Lonchamp, Michela Canevascini, Pascal Diethelm, Hugo Molineaux, Tanja Heizmann (OxySuisse)

Graphisme

Plates-Bandes communication

Images d'illustration

Unsplash, iStock

Comment citer ce document :

Lonchamp S, Canevascini M, Diethelm P, Molineaux H, Heizmann T.

Décryptage : Les universités sous influence - Comment l'industrie du tabac infiltre les institutions académiques suisses. OxySuisse; 2026.

Disponible sur: <https://transparencyandtruth.ch/ressource/industrie-tabac-universites-suisse/>

Financement :

L'initiative Transparency and Truth est financée par le Fonds de prévention du tabagisme suisse.

OxySuisse
Rue Enning 4
CH-1003 Lausanne
info@oxysuisse.ch

